



Commissaires aux comptes

Jocelyne CHAPUT

Philippe BORDERE

Virginie REIGUE-LAURENT

Comité National Olympique et Sportif Français

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

SAS AUDITEURS ASSOCIES, 26 rue Atlantis, Parc d'Ester – BP 96981
87069 Limoges Cedex
Téléphone : 05 55 10 22 00 - Fax : 05 55 77 44 77

Société de commissariat aux comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes de Grande Aquitaine
Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €
RCS Limoges B 399 315 829

Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association **Comité National Olympique et Sportif Français**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Comité National Olympique et Sportif français** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note 3.1.1 « Principes et méthodes comptables - Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels, étant précisé que les comptes 2024, tels qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale, y sont également mentionnés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des provisions pour risques et charges et les fonds dédiés.

Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 4 mai 2026

Le commissaire aux comptes



AUDITEURS ASSOCIES

Philippe BORDERE

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	824 047	454 858	369 190	280 522
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 500 000		2 500 000	2 500 000
Constructions	13 900 000	10 951 515	2 948 485	3 369 697
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 590		2 590	
Autres immobilisations corporelles	5 884 309	3 797 300	2 087 009	2 117 473
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				8 017
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	442		442	442
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 000		16 000	16 000
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	23 127 389	15 203 673	7 923 716	8 292 151
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 336 796		6 336 796	2 448 349
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	7 764 616		7 764 616	2 362 504
Charges constatées d'avance	1 389 759		1 389 759	442 514
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	4 000 000		4 000 000	9 500 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	12 018 678		12 018 678	17 030 423
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	31 509 849		31 509 849	31 783 790
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	54 637 237	15 203 673	39 433 564	40 075 941

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	862 621	862 621
Fonds propres statutaires	862 621	862 621
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	15 802 665	15 802 665
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation	15 802 665	15 802 665
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	8 201 030	5 925 780
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 790 521	2 275 250
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	22 075 796	24 866 316
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 239 471	1 473 149
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	7 239 471	1 473 149
Provisions pour risques	374 000	374 000
Provisions pour charges	183 256	184 446
TOTAL PROVISIONS (III)	557 256	558 446
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 665 508	6 757 314
Dettes fiscales et sociales	3 394 650	5 438 208
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 009 846	946 678
Produits constatés d'avance	491 037	35 831
TOTAL DETTES (IV)	9 561 042	13 178 030
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	39 433 564	40 075 941

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	394 402	389 955
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	9 493 959	33 738 229
Dont parrainages	8 748 647	28 690 615
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 401 410	14 729 761
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	5 385 285	706 282
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	21 510	666 785
Utilisations des fonds dédiés	24 939	5 415 640
Autres produits	269	233 909
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	26 721 775	55 880 561
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	10 603 226	37 671 180
Aides financières	3 232 938	3 170 671
Impôts, taxes, et versements assimilés	627 224	770 416
Salaires	5 942 579	6 750 895
Cotisations sociales	3 068 678	2 965 987
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	950 865	865 353
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	73 114	
- Sur actif circulant : dotations aux provisions		394 321
Reports des fonds dédiés	5 791 261	
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	96 214	212 907
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	30 386 098	52 801 729
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 3 664 323	3 078 832
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	653	
Autres intérêts et produits assimilés	504 937	580 010
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change	228	27 480
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	505 818	607 490
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change	42 126	25 388

Postes	2025	2024
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		18 620
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	42 126	44 008
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	463 692	563 482
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-3 200 631	3 642 314
Produits exceptionnels (V)	119 570	
Charges exceptionnelles (VI)		5 696
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	119 570	-5 696
Participation des salariés aux résultats (VII)		481 569
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-290 540	879 799
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	27 347 163	56 488 051
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	30 137 683	54 212 801
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-2 790 521	2 275 250

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Comité National Olympiques et Sportif Français

Annexe aux comptes
annuels de l'exercice
clos le 31 décembre 2025

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Table des matières

1	Objet social	4
2	Faits caractéristiques significatifs de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
2.2	Faits caractéristiques postérieures à la clôture	6
3	Principes et méthodes comptables	7
3.1	Principes généraux	7
3.1.1	Changement de méthode comptable	7
3.1.2	Changement d'estimation	9
3.1.3	Corrections d'erreurs	9
3.2	Dérogations	9
3.3	Principales méthodes comptables	9
3.3.1	Présentation des comptes	9
3.3.2	Méthode générale	9
4	Informations relatives aux postes du bilan	11
4.1	Actif immobilisé	11
4.1.1	Etat de l'actif immobilisé (brut)	12
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
4.1.3	Immobilisations incorporelles	13
4.1.4	Immobilisations corporelles	13
4.1.5	Immobilisations financières	15
4.2	Actif circulant	17
4.2.1	Créances	17
4.2.2	Produits à recevoir	17
4.2.3	Dépréciations	18
4.2.4	Charges constatées d'avance	18
4.2.5	Valeurs Mobilières de Placement	18
4.2.6	Disponibilités	18
4.3	Fonds propres	19
4.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	19
4.4	Fonds dédiés	19
4.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	20
4.6	Dettes	21
4.6.1	Etat des dettes	21
4.6.2	Charges à payer	22
4.6.3	Produits constatés d'avance	22
5	Informations relatives au Compte de résultat	23
5.1	Produits du compte de résultat	23
5.2	Honoraires commissaire aux comptes	23
5.3	Participation au résultat	23
6	Informations relatives à la fiscalité	24
6.1	Impôt sur les bénéfices	24
6.1.1	Ventilation de l'origine	24
6.2	Autres informations spécifique liées à l'IS	24

7	Autres informations et engagements	25
7.1	Transactions non courantes	25
7.2	Engagements financiers donnés et reçus	25
7.3	Contributions volontaires en nature	25
7.4	Informations relatives aux dirigeants	25
8	Informations relatives à l'effectif	26
9	Comptes annuels 2024	27
9.1	Bilan 2024	27
9.2	Compte de résultat 2024	29

1 Objet social

Le Comité National Olympique et Sportif Français a pour objet et missions, tel que décrit dans les statuts :

—de propager les principes fondamentaux de l'Olympisme définis par Pierre de Coubertin et énoncés dans la Charte olympique, notamment en contribuant à la diffusion de l'Olympisme dans les programmes de formation et d'enseignement; de veiller à la création et aux activités d'institutions (Académies nationales olympiques, musées olympiques) se consacrant à l'éducation olympique et à la mise en œuvre de programmes culturels en relation avec le Mouvement olympique ; d'agir contre toute forme de discrimination et de violence dans le sport et contre l'usage de substances ou de procédés interdits par le CIO ou les FI et au Code mondial antidopage ; de participer aux actions en faveur de la paix et de la promotion des femmes dans le sport ; de prendre en compte de manière responsable les problèmes d'environnement et de développement durable ; et, plus généralement, d'assurer le respect de la Charte olympique, de définir, en conformité avec elle, les règles déontologiques du sport et de veiller à leur observation;

—de participer à la prévention du dopage et d'agir, conformément aux dispositions du Code du Sport ainsi qu'au Code mondial antidopage, contre l'usage des substances ou procédés interdits par le CIO, les FI et la législation en vigueur ;

—de promouvoir l'unité du mouvement sportif dont les composantes sont les fédérations sportives, les groupements sportifs qui leur sont affiliés et leurs licenciés ; de représenter le mouvement sportif, notamment dans les instances dont l'objet est de contribuer directement ou indirectement au développement du sport ou à la mise en œuvre des fonctions sociales qui lui sont reconnues ; de faciliter le règlement des conflits nés au sein du mouvement sportif, par voie de conciliation ou d'arbitrage; d'agir en justice pour la défense des intérêts collectifs du mouvement sportif ;

—d'entreprendre, au nom des fédérations ou avec elles et dans le respect de leurs prérogatives, toutes activités d'intérêt commun de nature à encourager le développement du sport de haut niveau ainsi que du sport pour tous, notamment dans le domaine de la promotion des sportifs sur le plan social, de la formation initiale et continue des dirigeants, cadres et techniciens, ou encore dans celui de la recherche, de la prospective, de la documentation et de la communication ;

—de constituer, organiser et diriger la délégation française aux Jeux olympiques et aux compétitions multisports régionales, continentales ou mondiales patronnées par le CIO ; il est responsable du comportement des membres de ses délégations ; il a l'obligation de participer aux jeux de l'Olympiade en y envoyant des athlètes ;

- de désigner la ville française qui peut présenter sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques ;
- de s'opposer à tout usage du symbole, du drapeau, de la devise et de l'hymne olympiques qui serait contraire aux dispositions de la Charte olympique et de veiller à la protection des termes « cc olympique » et « olympiade » ;
- d'œuvrer, conformément à la Charte olympique, pour maintenir des relations d'harmonie et de coopération avec l'Etat et les collectivités publiques. Toutefois, le C.N.O.S.F. doit préserver son autonomie et résister à toutes les pressions, y compris celles d'ordre politique, religieux ou économique, qui peuvent l'empêcher de se conformer à la Charte olympique.

2 Faits caractéristiques significatifs de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2025 a été marquée par les faits suivants :

- Le règlement ANC n° 2022-06 vise l'actualisation des modèles de comptes annuels et du plan comptable dans le sens de la simplification, de la clarification, d'une meilleure comparabilité et de la digitalisation de l'information comptable. L'objectif à compter du 01/01/2025 est donc de moderniser les états financiers avec notamment la réduction du nombre de comptes et de modèles d'états financiers.

Les principaux changements sont les suivants :

- Suppression du compte « transferts de charges »,
 - Nouvelle définition du « résultat exceptionnel »,
- Une réduction exceptionnelle de la subvention du Ministère concernant la convention d'objectifs 2023-2025 de 3 M€ ;
- La réception d'une part du boni de liquidation du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 pour un montant de 5,36 M€. Ce boni de liquidation est fléché sur des actions spécifiques et ne peut être utilisé pour le fonctionnement du CNOSF.
- La préparation des Jeux Olympiques d'hiver 2026 qui auront lieu en Italie sous l'appellation officielle « Milano Cortina 2026 » ;
- La réalisation d'un recollement sur le fonds patrimonial du CNOSF. Ce recollement a permis d'identifier un certain nombre d'œuvres. Le fonds patrimonial a été intégré à une valeur symbolique de 1 € dans les comptes de l'association.

Par ailleurs, l'exercice 2025 n'est pas comparable avec l'exercice 2024 en raison des Jeux Olympiques de Paris 2024 et du club France de la part du CNOSF.

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'ensemble de l'association ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018, modifié par les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

3.1.1 Changement de méthode comptable

L'association a effectué un changement de méthode comptable.

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

- Les postes d'immobilisations incorporelles/corporelles en cours et d'avances et acomptes sur immobilisations sont reclassés sur le poste « Immobilisations incorporelles/corporelles en cours, avances et acomptes ». Ce reclassement n'a pas d'impact sur la présentation des comptes de l'exercice.
- Les comptes 218XXXX du poste des installations techniques & outillage industriel sont reclassés sur un poste « Autres immobilisations corporelles ». Ce reclassement a un impact sur la présentation des comptes de l'exercice. Elles s'élèvent sur l'exercice 2025 à 5 884 309 € en montant brut et 2 087 009 € en montant net.

- Le poste « Charges constatées d'avance » avant présenté dans le poste divers de l'actif circulant est reclassé dans les créances de l'actif circulant.
- Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Autres produits » et au niveau des charges de personnel sur la rubrique « Cotisations sociales » pour les remboursement perçus au cours de l'exercice.
- Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ». Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.
- Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ». Aucune cession n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ». Aucune sortie n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.
- Les pénalités et amendes fiscales précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ». Elles s'élèvent à 2 760 € pour l'exercice 2025.
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ». Ils s'élèvent à 119 570 € pour l'exercice 2025.
- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ». Aucune charge exceptionnelle n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.

En application du règlement comptable ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 et en raison d'un changement de logiciel comptable, il peut subsister un écart d'arrondi entre la colonne

présentant les comptes N-1 de cet exercice et les comptes présentés sur l'exercice précédent.

Conformément à la réglementation, les comptes annuels 2024 sont présentés dans le dernier chapitre de cette annexe.

3.1.2 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

3.1.3 Corrections d'erreurs

L'association n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

3.2 Dérogations

L'association n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 Principales méthodes comptables

3.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

3.3.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC 2018-06, ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les financements octroyés par l'association sont comptabilisés sur la base du budget voté, ajusté des demandes de financements réelles.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

4.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	Montant en euros			
	31/12/2024	+	-	31/12/2025
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	596 343	227 704		824 047
Immobilisations incorporelles en cours				
Total Immobilisations incorporelles	596 343	227 704	-	824 047
Terrains	2 500 000			2 500 000
Constructions	13 900 000			13 900 000
Installations techniques, matériels et outillage industriels		2 590		2 590
Installations agencements	2 905 274	149 267		3 054 541
Autres immobilisations corporelles	2 545 769	284 000		2 829 768
Immobilisations en cours	8 016	74 351	82 368	0
Avances et acomptes				
Total Immobilisations corporelles	21 859 060	510 207	82 368	22 286 899
Participations et créances rattachés				
Autres titres immobilisés	442			442
Prêts				
Dépôts	16 000			16 000
Total Immobilisations financières	16 442	-	-	16 442
Total	22 471 845	737 911	82 368	23 127 389

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	Montant en euros			
	31/12/2024	+	-	31/12/2025
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	315 821	139 037		454 858
Autres immobilisations incorporelles				
Total Immobilisations incorporelles	315 821	139 037	-	454 858
Constructions	10 530 303	421 212		10 951 515
Install. Techn. et outillage industriel		217		217
Install. Générales, agencements et divers				
Autres immobilisations corporelles	3 333 570	390 399		3 723 969
Total Immobilisations corporelles	13 863 873	811 828	-	14 675 701
Total	14 179 695	950 865	-	15 130 559

4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escompte de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Principaux mouvements

La hausse des immobilisations incorporelles s'élève à 228K€ et s'explique principalement par :

- La migration et les développements du site de l'Equipe de France ;
- La mise en service et développements des deux usines à site ;
- Des migrations diverses d'applications ;
- La refonte et mise à niveau de rubriques sur le site France Olympique ;

4.1.3.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	L	3 à 8 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

4.1.4.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice se composent de :

Installations et agencements : L'augmentation s'élève à 149 K€ et s'explique principalement par l'installation d'un Mur LED, la réfection couverture sur terrasse, d'un totem d'affichage, de

travaux sur la salle de presse, de travaux sur la salle d'enregistrement et d'un présentoir de la Flamme Olympique.

Œuvres d'art : Ces éléments correspondent à des œuvres achetées ou reçues à titre gratuit. L'augmentation s'élève à pour 119,6 K€. L'intégration au bilan des œuvres reçues gratuitement se fait selon leur valeur vénale. Le CNOSF a eu recours à un expert afin de valoriser ces œuvres.

De plus, le CNOSF a réalisé un recollement sur son fonds patrimonial. Ce recollement a permis d'identifier un certain nombre d'œuvres. Le fonds patrimonial a été intégré à une valeur symbolique de 1 € dans les comptes de l'association.

Matériel informatique : Acquisitions de PC portables et de serveurs essentiellement sur l'exercice 2025 d'un montant total de 120,5 K€.

Mobilier : Acquisitions de mobiliers pour un montant total de 40 K€. Ce sont essentiellement des tables, des fauteuils, des armoires et un pupitre.

4.1.4.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Œuvre d'art		Non amorti
Terrain		Non amorti
Constructions :		
- gros œuvres	L	40 ans
- couvertures et menuiseries extérieures	L	5 à 20 ans
Agencements, installations et aménagements	L	5 à 10 ans
Mobilier	L	5 ans
Matériel informatique	L	3 ans

4.1.5 Immobilisations financières

Montant en euros	
Catégories d'immobilisations	Montant Net 31/12/2025
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	442
Prêts	
Autres immobilisations financières	16 000

4.1.5.1 Autres titres immobilisés

Le CNOSF a vu sa participation à Société Anonyme du palais omnisports de Paris Bercy (SAE POPB) diluée à la suite des opérations de recapitalisation des assemblées générales du 27 novembre 2020 et du 2 décembre 2021 :

- À l'origine, le CNOSF détenait 1250 actions, soit un total de 19 062,50 €.
- Après la recapitalisation de 2020, la participation est passée de 1250 actions à 219 actions.
- Après la recapitalisation de 2021, la participation est passée de 219 actions à 29 actions d'une valeur nominale de 15,25€ soit 442€.
- Le capital social est composé à ce jour de 131 415 actions d'une valeur nominale de 15,25€, avec ces 29 actions au 31/12/2025 le CNOSF ne détient plus que 0,02% de l'Accord Arena.

4.1.5.2 Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières concernent le dépôt de garantie relatif à la location de locaux rue du Père Corentin.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Créances

Montant en euros			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	16 000	-	16 000
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	16 000		16 000
Créances de l'actif circulant	14 101 413	14 101 413	-
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	6 336 796	6 336 796	
Personnel et comptes rattachés	3 053	3 053	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 141	22 141	
Etat et autres collectivités publiques	1 980 275	1 980 275	
Débiteurs divers (*)	5 759 148	5 759 148	
Charges constatées d'avance	1 389 759	1 389 759	
Total	15 507 172	15 491 172	16 000

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

4.2.2 Produits à recevoir

Montant en euros	
Produits à recevoir	Montant brut
Intérêts courus	215 469
Clients	73 355
Factures à établir	73 355
Autres produits	4 754 749
Avoirs à recevoir	378 486
Personnel	505
Organismes sociaux	
Etat	
Autres produits à recevoir	4 375 758
Total	5 043 573

4.2.3 Dépréciations

Montant en euros				
Dépréciations	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		73 114		73 114
Immobilisations financières				
Créances	20 320		20 320	
VMP				
Total	20 320	73 114	20 320	73 114

La dotation pour dépréciations de créances clients sur l'exercice 2024 a été reprise sur l'exercice 2025 pour sa totalité.

La dotation pour dépréciations sur immobilisations corporelles concerne la Fresque Olympique et s'élève à 73,1 K€.

4.2.4 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 389 K€ et concernent principalement les dépenses pour les Jeux Olympiques de MICO 2026, les licences, les maintenances et les divers abonnements.

4.2.5 Valeurs Mobilières de Placement

Au 31 décembre 2025, les VMP s'élèvent à 4 000 K€ et se composent exclusivement de comptes à terme.

4.2.6 Disponibilités

Au 31 décembre 2025, les disponibilités s'élèvent à 12 019 K€ et s'articule comme suit :

- Comptes bancaires du CNOSF : 11 803,5 K€ ;
- Caisse du CNOSF : 0 € ;
- Intérêts Courus des VMP : 215,5 K€.

4.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

4.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Montant en euros					
Variation des fonds propres	31/12/2024	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	31/12/2025
Fonds propres statutaires	862 621				862 621
Fonds propres sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation	15 802 665				15 802 665
Réserves	5 925 780	2 275 250			8 201 030
dont Réserves statutaires ou contractuelles					
dont Réserve pour projet de l'entité	5 925 780	2 275 250			
dont autres Réserves					
Résultat de l'exercice	2 275 250	- 2 275 250		2 790 521 -	2 790 521
Total	24 866 316	-	-	2 790 521	22 075 796

4.4 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Montant en euros						
Variation des Fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours d'exercice		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention MJSVA	1 330 363	431 261			1 761 624	
OFAJ	142 613		24 939		117 674	
Prix Piotr Nurowski	174				174	174
Boni de liquidation Paris 2024		5 360 000			5 360 000	
Total	1 473 150	5 791 261	24 939	-	7 239 471	174

4.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci. L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite. Les provisions pour risques et charges font l'objet d'une évaluation au cas par cas.

Provisions	Montant en euros			
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Provisions pour risques (1)	374 000			374 000
Provisions pour charges (2)	184 446		1 190	183 256
Total	558 446	-	1 190	557 256

- (1) Les provisions pour risques sont principalement liées aux litiges prud'hommaux et au GIP France 2023.

- (2) Les provisions pour charges sont constituées de la provision d'indemnités de départ à la retraite.

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3,98 % ;
- Age de départ à la retraite présumé : 65 ans ;
- Date d'entrée du salarié ;
- Taux moyen de charges sociales : 50 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 1 %
- Une table de turnover : statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (sport)
- Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

4.6 Dettes

4.6.1 Etat des dettes

Montant en euros				
Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 665 508	4 665 508		
Personnel et comptes rattachés	1 039 463	1 039 463		
Sécurité sociale et autres organismes	1 220 661	1 220 661		
Etat et autres collectivités publiques	1 134 525	1 134 525		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 009 846	1 009 846		
Produits constatés d'avance	491 037	491 037		
Total	9 561 042	9 561 042		

4.6.2 Charges à payer

Montant en euros	
Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs	379 865
Factures non parvenues	379 865
RRR à accorder et autres avoirs	
Congés payés, CET et RTT	1 422 512
Congés provisionnés, RTT et charges	904 271
Provision CET et charges	518 241
Autres dettes fiscales et sociales	258 681
Personnel	116 516
Organismes sociaux	142 165
Etat	
Autres dettes	36 824
Total	2 097 882

4.6.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance de 491 K€ à la clôture de l'exercice concernent des produits d'exploitation pour 312 K€ et des subventions pour 179 K€.

5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Produits du compte de résultat

Montant en euros		
Produits d'exploitation	31/12/2025	31/12/2024
Cotisations	394 402	389 955
Ventes de prestations de services	9 493 959	33 738 229
Concours publics et subventions d'exploitation	11 401 410	14 729 761
Contributions financières	5 385 285	706 282
Reprises sur amort. Dépr.prov. et transferts de charges	21 510	666 785
Utilisations des fonds dédiés	24 939	5 415 640
Autres produits	269	233 909
Total	26 721 775	55 880 561

5.2 Honoraires commissaire aux comptes

Montant en euros	
Rubriques	Montant HT 2025
Honoraires HT facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10 875
Honoraires HT facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Total	10 875

5.3 Participation au résultat

Néant.

6 Informations relatives à la fiscalité

6.1 Impôt sur les bénéfices

Le CNOSF étant déficitaire sur l'exercice 2025, il a été décidé d'opter pour le mécanisme du carry-back.

Ce mécanisme permet de reporter en arrière un déficit fiscal afin de l'imputer sur le bénéfice réalisé lors de l'exercice précédent. Cette option génère une créance d'impôt correspondant à l'excédent d'impôt sur les sociétés déjà acquitté sur l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2025, la créance sur carry-back s'élève à 250 000 €.

6.1.1 Ventilation de l'origine

	Montant en euros	
	Résultat courant	
Résultat avant impôts	-	3 200 631
Impôts: au taux de 25%		-
Créance sur IS (carry-back)		250 000
Crédits d'impôts et imputations diverses : (CIR)		40 540
Résultat exceptionnel et participation		119 570
Résultat après impôts	-	2 790 521

6.2 Autres informations spécifique liées à l'IS

Les montants et natures des crédits d'impôts sont les suivants :

- Crédit d'impôt recherche : 35 450 €

Une régularisation de 5 090 € a été constatée sur l'exercice 2025 concernant l'impôt sur les sociétés 2024.

7 Autres informations et engagements

7.1 Transactions non courantes

Le CNOSF a bénéficié du versement d'une part du boni de liquidation du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 pour un montant de 5,36 M€. Ce boni de liquidation est fléché sur des actions spécifiques et ne peut être utilisé pour le fonctionnement du CNOSF.

7.2 Engagements financiers donnés et reçus

Le CNOSF n'a reçu ou donné aucun engagement financier à ce jour.

7.3 Contributions volontaires en nature

A ce jour, le CNOSF considère que les contributions volontaires en nature perçues ne sont pas significatives.

Celles-ci sont principalement constituées des temps passés par des bénévoles dans le cadre de la conciliation.

7.4 Informations relatives aux dirigeants

En conformité avec les articles 261-7-1°-d et 242-c du Code Général des Impôts :

Au titre de l'exercice 2025 et conformément à la décision de l'Assemblée Générale du CNOSF du 15 septembre 2025, le montant des rémunérations mensuelles brutes a été fixé à 3 500€ pour le nouveau Secrétaire général et à 9 000€ pour la Présidente. Le montant de la rémunération de l'ancienne secrétaire générale s'élevait à 2 500€. Ces sommes sont déclarées et soumises aux charges sociales et fiscales.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant total des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles, ou salariés, à savoir la Présidente (rémunérée), l'ancienne Secrétaire Générale (rémunérée), le nouveau Secrétaire général (rémunéré) et le Trésorier (non rémunéré), s'élève ainsi à 93 095,22 € bruts pour l'exercice 2025 soit 72 709,72 € nets.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie

	Personnel salarié (effectif moyen 2025)	Personnel mis à disposition (2025)	Personnel salarié (effectif moyen 2025)
Contrats d'apprentissages	6		6
Contrats de professionnalisation	-		-
CIFRE	2		2
Non cadres	17		17
Cadres	78		78
Total	102	-	102

9 Comptes annuels 2024

9.1 Bilan 2024

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	596 343	315 821	280 521	24 411
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	596 343	315 821	280 521	24 411
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	2 500 000		2 500 000	2 500 000
Actif circulant	Constructions	13 900 000	10 530 303	3 369 696	3 790 909
	Inst. techniques, mat.out.industriels	5 451 042	3 333 570	2 117 472	2 057 188
	Immobilisations corporelles en cours	8 016		8 016	74 235
	Avances et acomptes				
	TOTAL	21 859 059	13 863 873	7 995 186	8 422 332
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières II				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	442		442	19 062
	Prêts	16 000		16 000	18 859
	Autres				
	TOTAL	16 442		16 442	37 921
	Total I	22 471 845	14 179 694	8 292 150	8 484 666
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 468 669	20 320	2 448 349	2 027 279
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	2 362 503		2 362 503	2 729 450
	TOTAL	4 831 173	20 320	4 810 853	4 756 729
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	9 500 000		9 500 000	10 000 000
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	17 030 422		17 030 422	12 600 224
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	442 514		442 514	2 944 649
	Total II	31 804 110	20 320	31 783 790	30 301 604
Renvois	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	54 275 956	14 200 015	40 075 941	38 786 270
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	862 621	862 621
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation	15 802 664	15 802 664
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	5 925 780	5 542 263
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		2 275 249	383 517
Situation nette (sous-total)		24 866 316	22 591 066
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		24 866 316	22 591 066
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 473 149	6 888 789
Total II		1 473 149	6 888 789
Provisions	Provisions pour risques	374 000	193 290
	Provisions pour charges	184 445	193 416
Total III		558 445	386 706
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 757 313	3 990 012
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	5 438 207	2 326 700
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	946 677	1 499 255
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	35 830	1 103 740
Total IV		13 178 029	8 919 709
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		40 075 941	38 786 270
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

9.2 Compte de résultat 2024

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	389 955	361 080
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	33 738 229	14 100 065
	<i>dont parrainages</i>	28 690 614	13 874 987
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	14 729 761	11 558 858
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	706 281	334 750
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	666 784	479 680
	Utilisations des fonds dédiés	5 415 639	300 166
	Autres produits	233 908	293
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		55 880 560	27 134 894
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	37 671 180	11 548 652
	Aides financières	3 170 670	3 240 018
	Impôts, taxes et versements assimilés	770 415	652 417
	Salaires et traitements	6 750 895	6 082 697
	Charges sociales	2 965 987	2 678 923
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	865 352	772 901
	Dotations aux provisions	394 320	207 344
	Reports en fonds dédiés		1 535 106
	Autres charges	212 906	116 258
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		52 801 729	26 834 319
1. Résultat d'exploitation (I-II)		3 078 831	300 574

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	580 009	252 714
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	27 480	10 598
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	607 490	263 313
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	25 388	78 372
	Différences négatives de change	18 620	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	44 008	78 372
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	84 016	156 744
	2. Résultat financier (III-IV)	563 481	184 941
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	3 642 313	485 516
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		8 049
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		8 049
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	610	16 827
	Sur opérations en capital	5 085	1 311
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	5 695	18 139
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	-5 695	-10 089
	Participation des salariés aux résultats VII	481 569	
	Impôts sur les bénéfices VIII	879 798	91 909
	Total des produits (I + III + V)	56 488 051	27 406 258
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	54 212 801	27 022 740
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 275 249	383 517
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			